

# Uber Files : Hollande et Cazeneuve lâchent Macron !



Dans l'enquête reposant sur près de 124 000 documents internes à Uber et adressés par Mark MacGann au Guardian, le nom d'Emmanuel Macron est apparu à plusieurs reprises. Alors ministre de l'Économie, il aurait fait, entre 2014 et 2015, évoluer les lois françaises afin de favoriser l'installation d'Uber sur le territoire national. Ce sont près de 17 « échanges significatifs » qui sont ainsi évoqués entre Macron ou ses proches conseillers et les équipes d'Uber... De plus, cet ancien lobbyiste du géant du VTC explique avoir aidé personnellement le ministre de l'Économie de l'époque à collecter des fonds pour LREM...

Président en exercice au moment des faits, François Hollande a assuré à Libération n'avoir rien su de ces échanges : « Il n'y a jamais eu, au niveau de l'Élysée, la connaissance du moindre deal. Si ça s'est fait, l'Élysée n'était pas au courant ». Il a dans le même temps assuré ne pas « avoir le souvenir » d'avoir rencontré à cette époque le fondateur d'Uber : Travis Kalanick.

L'ancien ministre de l'Intérieur puis Premier ministre, Bernard Cazeneuve, a lui aussi été interrogé par Libération, mais n'a pas souhaité commenter ces révélations, précisant qu'il gardait ses déclarations pour « un cadre officiel, comme une commission d'enquête parlementaire »... Ce qui tombe à pic ! Les sénateurs écologistes et socialistes demandent que la lumière soit faite au travers d'une commission d'enquête parlementaire. Une initiative portée aussi par la présidente du groupe CRCE (communiste), Éliane Assassi : « De très nombreux SMS, mails, échangés entre les dirigeants d'Uber et M. Macron et ses conseillers tendent à démontrer que ce dernier était non seulement un ministre œuvrant pour le développement de son pays, mais surtout un partenaire pour ouvrir le marché français. »

Son collègue du groupe communiste, Pascal Savoldelli, juge qu'« il y a un certain nombre d'éléments qui sont extrêmement graves ». « Il faut prendre ça au conditionnel, mais il y a des charges très lourdes de complaisance, d'aide », « il a facilité le fait qu'on contourne le droit social et la protection sociale ».

Rapporteur au Sénat d'une mission d'information sur « l'uberisation de la société », il est l'auteur d'une proposition de loi pour protéger les travailleurs des plateformes numériques. Il est même celui d'un livre, « *Ubérisation et après ?* ». Ce sénateur a « écrit au Président » pour lui demander des comptes : « La vérité doit être établie. Il faut que le Président s'exprime sur le sujet. Il est mis en cause sur un sujet grave, il faut qu'il s'explique. Les Français ont le droit de savoir quels ont été ses agissements quand il a été ministre de l'Économie ».

Le président du groupe PS du Sénat, Patrick Kanner, raille « un nouveau en même temps, lobbyiste et membre du gouvernement ». Son groupe « estime » aussi, dans un communiqué, « qu'une commission d'enquête sénatoriale serait bienvenue pour faire la lumière sur ce sujet grave ».

« Je suis vraiment tombé de ma chaise. Je n'étais pas au courant », raconte l'ancien collègue de Macron, alors ministre des Sports et de la Ville. « Ce qui est terrible, c'est que ça a été fait en secret, contre l'avis de ses patrons et du ministre des Transports, Alain Vidalies. C'est un mélange des genres qui n'est pas acceptable. Et quand on regarde la première loi votée en 2017, c'était la loi de moralisation de la vie politique française... »

« Je ne sais pas si c'est un scandale d'État, mais c'est une affaire d'État, au minimum. Il faut qu'il s'explique maintenant. Il a confondu la start up nation avec les règles de l'État de droit » ; « qu'Uber rencontre le ministre de l'Économie pour défendre son modèle, pas de problème. La question est de savoir s'il est devenu de fait un allié objectif ou subjectif de Uber ? Là, il y a un conflit d'intérêts potentiel », souligne Patrick Kanner, qui demande « s'il y avait des aides au financement pendant sa campagne ? Y a-t-il eu un retour sur investissement pour le combat qu'il a mené secrètement pour l'implantation d'Uber en France ? Le doute s'est installé. ».

Les députés de l'intergroupe de la Nupes ont annoncé aussi leur intention de déposer une proposition de résolution pour la création d'une commission d'enquête « sur les révélations des Uber Files et le rôle de Macron dans l'implantation d'Uber en France ». Sa portée serait cependant limitée par l'immunité présidentielle ; toutefois, les parlementaires pourront en apprendre bien davantage par d'autres auditions.

Après Benalla et son coffre disparu, Alstom, les cabinets conseils et McKinsey... l'affaire Uber n'arrange pas l'image d'un Foutriquet prévaricateur...

Qui s'occupe de ses liens avec Pfizer et des injonctions vaccinales ?

Coquerel à la commission des Finances, ce n'est peut-être pas pour le pire.

**Daphné Rigobert**